Sofia et Plovdiv, deux lectures contrastées de la destinée bulgare

Description

L'une, Plovdiv, a connu au XIXe siècle l'effervescence économique et culturelle d'une « Renaissance nationale » dont elle fut l'un des centres. Au jeune Etat indépendant (1878), elle a donné une partie de ses élites et s'est enorgueillie, du temps où elle était capitale de la Roumélie orientale – cette province sous suzeraineté ottomane – de cultiver une douceur orientale teintée de sage conservatisme.



Aujourd'hui « seconde première ville »[1] de Bulgarie, elle garde le sentiment d'une destinée singulière et une nostalgie à peine atténuée par la nonchalance ensoleillée de ses ruelles en pierre. L'autre, Sofia, dont l'heure de gloire s'était achevée sous Byzance, a été choisie pour devenir la capitale de l'Etat moderne de Bulgarie en 1878. Inattendue, la décision a fait de ce terne bourg un centre politique et administratif puissant, attirant investissements publics, ambitions industrielles et des populations rurales venues se frotter à une urbanité nouvelle.

A travers la trajectoire différenciée de ces deux villes, de leurs rivalités comme de leurs liens, c'est une certaine histoire de la Bulgarie qui s'écrit. Récemment, un historien bulgare s'interrogeait: que serait-il advenu si Plovdiv avait été élue capitale, en 1878, elle que tout semblait prédisposer à assumer ce rôle[2] ? Le XXe siècle bulgare aurait-il connu moins de tragédies, de « catastrophes nationales » et de violences ? A défaut de pouvoir le suivre sur la voie d'une histoire contrefactuelle, laissons-nous bercer, un instant, par deux atmosphères dont chacune dit, à sa manière, les espoirs et les frustrations de la Bulgarie contemporaine.

Histoires commerçantes, histoires conversantes : de la Bulgarie ottomane à la construction d'un Etat moderne

Située à 156 kilomètres au sud-est de Sofia, en amont de la montagne des Rhodopes, la ville de Plovdiv a connu, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, un décollage économique reposant sur deux atouts – une localisation au carrefour des routes commerciales reliant l'Empire ottoman aux marchés européens et la proximité de villes de Sredna gora et des Rhodopes, où les commandes de tissus et d'uniformes militaires de l'Empire avaient fait naître un artisanat prospère. Transformée en centre commercial, Plovdiv s'est peu à peu dotée d'une petite bourgeoisie marchande grecque, puis bulgare, dont certains membres ont soutenu financièrement la création d'un réseau d'écoles bulgares, les aspirations à une Eglise bulgare autocéphale (1870) et le projet d'accession à l'indépendance.

Tout semblait prédisposer la cité fortunée à devenir le centre du futur Etat. Plovdiv avait d'ailleurs été pressentie au moment du traité préliminaire de San Stefano (mars 1878). Scellé après la victoire de la Russie sur les troupes ottomanes, l'accord envisageait la création d'une « grande Bulgarie » comprenant l'essentiel de la Macédoine. Le jeu des grandes puissances allait en décider autrement : le 1er juillet 1878, le Congrès de Berlin scindait la Bulgarie en deux, établissant, au nord, une Principauté indépendante et, au sud, une province vassale de l'Empire ottoman, la Roumélie orientale. En Principauté, c'était Sofia, bourgade proche de la frontière avec la Serbie, qui était finalement choisie pour capitale. Située à l'ouest du pays, elle incarnait le centre géographique idéal d'un Etat que l'on espérait voir bientôt complété par l'adjonction des terres de Macédoine.

De façon éphémère, Plovdiv avait, elle aussi, droit au statut de capitale, mais seulement de la province redevenue vassale de la Sublime Porte. Administrée par un gouverneur chrétien et une assemblée à dominante conservatrice, elle

connaissait quelques belles années d'effervescence intellectuelle, nourrie par l'afflux des libéraux que la répression politique avait chassés de la Principauté. Cette sérénité détonnait fortement par rapport au climat politique prévalant à Sofia, où l'on faisait et défaisait assemblées et gouvernements en fonction des volontés changeantes du protecteur russe et d'un jeune prince allemand, Alexandre de Battenberg.

L'expérience rouméliote était cependant interrompue dès 1885, à la faveur d'un coup d'Etat organisé depuis Sofia avec le soutien de comités révolutionnaires basés à Plovdiv, qui se concluait sur la réunification entre les deux territoires. La capitale détrônée aurait sans doute aspiré à proposer son modèle social, plutôt élitaire, et son organisation politique, plus conservatrice, à une Principauté qui se débattait dans ses contradictions. Mais il n'en fut rien. Reléguée au rang de ville de province, Plovdiv vit son influence politique s'éroder au fur et à mesure que ses élites politiques, administratives et intellectuelles partaient pour Sofia.

Sur le plan économique, le déclin avait été amorcé dès 1878 avec la perte des marchés ottomans et la réorientation des flux économiques vers la capitale de la Principauté. En termes démographiques aussi, le fossé se creusait: entre 1888 et 1934, la population sofiote était multipliée par huit, celle de Plovdiv par deux. Plovdiv la cosmopolite connaissait un processus de « bulgarisation » : sur les 21,4 % de Turcs, propriétaires terriens ou membres de l'administration ottomane et les 16,4 % de Grecs, pour l'essentiel représentants d'une bourgeoisie éduquée, recensés en 1884, il n'en restait que 6,1 % et 0,2 % cinquante ans plus tard. La part des Bulgares passait, elle, de 50,0 % à 77,7 %. Le profil social et culturel de la ville était irrémédiablement changé.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la cité aux sept collines allait toutefois fournir à la Bulgarie une partie significative de ses élites dirigeantes. Dans un pays où l'aristocratie avait disparu après l'installation du pouvoir ottoman à la fin du XIVe siècle, rares étaient, au moment de l'indépendance, les familles éduquées et fortunées. Plovdiv en comptait plusieurs, à l'instar des Gešovi, des Calakovi, des Comakovi et des Karavelovi. L'emprise politique de ces lignées de notables était consolidée par force stratégies maritales. Le choc de la Grande guerre et l'avènement du communisme allaient signer la fin de ce monde.

Plovdiv communiste: entre industrialisation et provincialisation

Au lendemain du coup d'Etat du 9 septembre 1944, érigés en « ennemis du peuple », les notables de Plovdiv ont eu le choix entre l'émigration et une survie malaisée en Bulgarie. Certains ont pris le chemin de l'exil, à l'instar de descendants des Gešovi, Panica et Stoilovi. D'autres lignées ont subi une répression très dure (biens confisqués, internement en camp, bannissement). L'offensive contre les confessions a également durement affecté l'importante minorité catholique. En parallèle, les années 1940-1950 ont vu la promotion rapide de nouvelles élites politiques et économiques souvent issues de couches rurales. Ce sont elles qui ont occupé le cœur de la vieille ville grâce à une politique d'attribution des logements très « idéologisée ».

Pour asseoir leur autorité sur la scène locale, les communistes se sont appuyés sur la base sociale des ouvriers des secteurs industrialisés avant guerre, comme la filière du tabac. Plusieurs chefs communistes de stature nationale ont entamé leur ascension à Plovdiv, à l'instar d'Anton Jugov, ancien ouvrier dans une fabrique de tabac devenu le ministre de l'Intérieur des grands procès. En termes géographiques cependant, le recrutement des élites politiques a tendu à se déplacer depuis le sud vers le nord du pays, singulièrement après la tombée en disgrâce d'A. Jugov en 1962. Des villes comme Lovec ont gagné en importance grâce au lobbying effectué par Andrej Lukanov, fils et petit-fils de figures marquantes du communisme bulgare, membre du comité central à partir de 1977 et l'un des architectes de la chute de Todor Živkov en novembre 1989. La réorientation des échanges économiques de la Bulgarie, dans le cadre du CAEM (25 janvier 1949), a également contribué à réduire l'influence des régions méridionales, désormais privées de leurs débouchés traditionnels en Grèce et en Turquie. Industrialisation à marches forcées oblige, la région n'en a pas moins connu son content de complexes industriels dans les secteurs métallurgiques, les biens d'équipement et machines-outils, la chimie, les cosmétiques, l'agroalimentaire, le textile et le tabac.

En parallèle, Plovdiv a tenté de demeurer un centre intellectuel et universitaire. En 1958, elle a accueilli un lycée de langue anglaise destiné à la formation de la future nomenklatura, avant de se doter d'une université en 1972 (celle de

Sofia date de 1887). La découverte, au cours de travaux destinés à la construction d'une nouvelle voie de communication, d'un superbe théâtre antique sur les hauteurs de Plovdiv, en 1970, est venue à point nommé rappeler la gloire ancienne d'une cité qui avait perdu de sa superbe. Elle n'a pas suffi à pallier les processus démographiques et sociaux en cours. Dès la fin des années 1940, la communauté juive avait pris le chemin d'Israël, tandis que la minorité arménienne se contractait. Le quartier de Stolipinovo, abritant des communautés roms, s'est agrandi au fur et à mesure que s'intensifiaient les efforts de sédentarisation des représentants de cette minorité. A la périphérie, des quartiers nouveaux ont, à partir des années 1970, étalé leurs blocs clonés. Seule la « vieille ville » (starij grad) a préservé le visage que lui avait légué la Renaissance nationale, avec ses hautes maisons aux façades symétriques – une esthétique de plus en plus déphasée par rapport aux réalités sociales de la ville.

Sofia aussi a connu les alignements de bâtiments uniformes le long de cercles concentriques venus entourer la ville d'anneaux toujours plus éloignés du centre. Plus encore que Plovdiv, elle a dû subir les outrages d'une architecture socialiste au néo-classicisme pesant. La prolifération d'industries lourdes ne l'a pas non plus épargnée. Mais tout se passe comme si la capitale avait absorbé avec plus d'aisance cette hétérogénéité bouillonnante de vies et de populations plus ou moins rurbanisées. Les changements de l'après-1989 n'ont fait que renforcer le décalage entre les deux villes.

Retour de la démocratie: entre la nostalgie et le mouvement

Plovdiv avait espéré que la nouvelle « Renaissance » post-communiste lui fournirait l'occasion de faire entendre une voix différente sur la scène politique. Au moment où Sofia négociait dans le cadre d'une Table ronde (janvier-mai 1990) les règles du jeu politique de la transition, Plovdiv inaugurait donc sa propre Table ronde régionale et chargeait certains de ses membres d'aller transmettre aux négociateurs de Sofia les doléances de la ville du sud. Dès les premières élections libres de juin 1990, remportées par les anciens communistes, la seconde ville du pays pouvait se féliciter d'avoir voté « bleu » (la couleur de l'opposition anti-communiste). Et elle est restée, tout au long de la décennie, cette « forteresse bleue » indifférente aux changements de majorité. D'une élection à l'autre, les titulaires de la mairie ont changé, pas leur affiliation partisane. Sofia a fait un autre choix : elle a gardé son maire, le dynamique Stefan Sofianski, élu pour la première fois en 1995, réélu en 1999, puis de nouveau 2003. En cours de route, S. Sofianski avait pourtant changé d'étiquette, renonçant à son appartenance à l'Union des forces démocratiques (UFD) pour aller former, en 2001, une Alliance des démocrates libres.

Faut-il voir dans ces diverses compréhensions de la fidélité politique un signe ? Peut-être pas. Il y a bien d'autres raisons à l'accroissement de la distance économique et sociale entre Sofia et Plovdiv. Dans tous les Etats en transition, les réformes de marché ont entraîné une accentuation des disparités entre capitale et province. Richement dotée en infrastructures et en capital humain, Sofia a su attirer investissements étrangers et diplômés en quête de réussite sociale. Le taux de chômage s'obstine à y rester inférieur à 6 %, alors que Plovdiv peine à se maintenir au-dessous de la barre des 10 %. En 2000, la région de Sofia a contribué au PNB bulgare à hauteur de 28,5 % ; Plovdiv, elle, n'est arrivée qu'en 4e position, à 8,3 %. En termes de peuplement, elle reste pourtant la seconde ville du pays, avec quelque 340 000 habitants, mais loin derrière la capitale (1,25 million).

Plus que jamais, la Bulgarie se présente ici sous deux visages dissemblables. Sofia est en effervescence permanente, désordonnée parfois, excessive souvent. La richesse nouvelle s'y étale sans nuance, la pauvreté aussi. La capitale bulgare a renouvelé à coup de financements occidentaux son aéroport, ses boulevards asphaltés et les façades de ses bâtiments historiques. L'actuel maire ambitionne par ailleurs de faire revivre le centre du début du siècle, celui qui s'était symboliquement ordonné autour de la cathédrale Svetla Nedelija, de la Mosquée et de la Synagogue. Les locaux de la mairie devraient bientôt y reprendre leur place. Plovdiv, elle, a tenté de miser sur la carte commerciale et touristique – avec des succès mitigés. Elue capitale européenne de la culture, en 1999, elle a cherché à tirer partie de son cœur historique, où des restaurants ont essaimé au cours des années passées, avec leurs cours intérieures égayées de fontaines et de fleurs. Les visiteurs s'accordent à lui reconnaître une douceur de vie particulière. Plovdiv « l'orientale » que décrivait avec émotion le comte de Bourboulon, secrétaire personnel du prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, à la fin du XIXe siècle, a toujours des printemps de poussière et de soleil, et des automnes rougeoyants

qui font ressortir les teintes rosées, bleu-gris et brunes de la vieille ville. Mais sa nonchalance, privée de la variété de peuplement qui fut la sienne, n'alimente plus qu'un patriotisme local nourri de souvenirs. Il y a décidément bien plus entre ces deux villes que les deux heures qui les séparent en bus – des visions contrastées des formes de la vie et du temps des rêves.

* Nadège RAGARU est chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), en charge du programme Balkans

Vignette : Théâtre national Ivan Vazov à Sofia (© Assen SLIM)

[1] L'expression est empruntée à Céline Bayou, La place de Saint-Pétersbourg dans la nouvelle Russie, Thèse de doctorat, Paris, INALCO, 2003, 406 p.
[2] Voir Kolev V., « Alternativata 'Iztocna Rumelija' » [L'alternative 'Roumélie orientale'], In Licnostta v istoriceskoto razvitie. Alternativata v istorijata [La personnalité dans le développement historique. L'alternative dans l'histoire], Sofia, Universitetsko Izdatelstvo « Sveti Kliment Ohridski », 1995, p. 167-174.

Retour en haut de page

date créée
01/04/2004
Champs de Méta
Auteur-article : Nadège RAGARU*